

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKAGE CARBURANT AVIATION LYON

Aéroport de Lyon Saint Exupéry
65 rue d'Italie
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UDR-CRT-2024-155-OA
Code AIOT : 0006104127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement STOCKAGE CARBURANT AVIATION LYON implanté Aéroport de Lyon Saint Exupéry 65 rue d'Italie 69124 Colombier-Saugnieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKAGE CARBURANT AVIATION LYON
- Aéroport de Lyon Saint Exupéry 65 rue d'Italie 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006104127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Stockage Carburant Aviation Lyon (SCAL) est autorisée, par arrêté préfectoral du

07/12/1994 modifié, à exploiter un dépôt pétrolier pour l'avitaillement des avions de l'aéroport Saint Exupéry.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une présentation du plan d'action d'arrêt du traitement de la pollution du site a été réalisée en présence du bureau d'étude, suite à la visite d'inspection.

L'inspection a demandé à ajouter des éléments (piézomètre amont, adaptation des fréquences de

mesure et valeurs de référence notamment) avant de pouvoir instruire ce dossier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales	AP Complémentaire du 13/12/1994, article 4.1, 4.3 et 4.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
2	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Stratégie de lutte contre l'incendie	Autre du 21/12/2023, article POI – Chapitre 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Stratégie de lutte contre l'incendie	Autre du 21/12/2023, article POI – Chapitre 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Stratégie de lutte contre l'incendie	Autre du 21/12/2023, article POI – Chapitre 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra, sous 1 mois, transmettre les éléments permettant de valider sa stratégie de lutte contre l'incendie (volume d'émulseur, débit d'eau et durée de fonctionnement du groupe électrogène).

L'exploitant devra, sous 8 mois, mettre en conformité son rejet d'eaux pluviales pour l'entrée du site.

L'exploitant devra, sous 3 mois, déclarer ses résultats d'analyse d'eaux pluviales sur GIDAF et apporter les actions correctives nécessaires au respect des valeurs limites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/12/1994, article 4.1, 4.3 et 4.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales**Prescription contrôlée :**

4.1 Un dispositif décanteur déshuileur avec système autobloquant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, sera installé sur le réseau des eaux pluviales de voiries de l'établissement avant le point de rejet.

4.3 Les effluents "Eaux pluviales" rejetés dans le réseau devront en outre respecter les valeurs limites fixées par le tableau suivant

Nature des polluants	Norme de mesure	Concentration maxi moyenne sur 2h
pH	NFT 90.008	6.5 à 8.5
Température	NFT 90.100	inférieure à 30°
MEST	NFT 90.105	30 mg/l
DCO	NFT 90.101	120 mg/l
DBO5	NFT 90.103	40 mg/l
Hydrocarbures	NFT 90.203	5 mg/l
NTK	NFT 90.110	40 mg/l
Phosphates	NFT 90.023	10 mg/l
Phénols	NFT 90.109	0.5 mg/l

4.4 L'exploitant est tenu de faire procéder 4 fois par an par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet à un contrôle représentatifs des eaux rejetées dans le réseau "Eaux pluviales".

Constats :

L'exploitant a transmis les analyses de ses rejets d'eaux pluviales (EP) sur les deux premiers trimestres 2024 (13/02/2024 et 15/04/2024). L'exploitant indique que le rapport de mesure du 3eme trimestre devrait bientôt lui être transmis.

L'inspection constate que la fréquence des mesures est respectée. L'inspection constate des dépassements pour les paramètres MES et HC sur la campagne du 15/04/2024. L'exploitant indique que ces dépassements font très probablement suite à l'exercice POI et que le séparateur a été nettoyé après l'obtention des résultats de mesure.

L'inspection constate que les mesures sont uniquement réalisées en sortie du séparateur hydrocarbures. L'inspection constate que la zone d'entrée du site n'est pas reliée à un séparateur hydrocarbures, que l'exutoire de ce réseau n'est pas connu et qu'aucune mesure n'est réalisée. Sur site, l'inspection constate une irisation des eaux pluviales provenant des aires de chargement des avitailleurs et se dirigeant vers le réseau EP de l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 :

A la réception des prochains résultats d'analyse des eaux pluviales, en cas de non respect des valeurs limites, l'exploitant devra apporter les actions correctives nécessaires. Il s'assurera de leur efficacité en effectuant un nouveau contrôle. Au besoin, il adaptera la fréquence de curage du séparateur hydrocarbures.

Demande 2 :

L'exploitant devra déterminer l'exutoire de son réseau d'eaux pluviales pour la zone d'entrée du site, mettre en place un séparateur hydrocarbures et réaliser les mesures trimestrielles de la qualité des eaux pluviales rejetées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 8 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : L'inspection constate que les résultats des mesures des rejets d'eaux pluviales ne sont pas transmis sur GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 3 : L'exploitant devra intégrer les résultats des prochaines mesures des rejets d'eaux pluviales sur la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2023, article POI – Chapitre 6
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité d'émulseur
Prescription contrôlée : Le POI indique pour le « Cas de la perte de confinement sur le bac 7 » un volume d'émulseur consommé de 7 110 litres.
Constats : L'exploitant indique que sa cuve d'émulseur contient uniquement 5500 litres car l'émulseur contenant des PFAS va être remplacé. L'inspection demande des compléments d'informations concernant le calcul du volume d'émulseur. L'exploitant, accompagné de son bureau d'étude, explique son calcul. Ce calcul se base sur l'annexe 5B de l'arrêté du 03/10/2010. L'inspection constate que le taux d'application d'extinction est le même pour les couronnes et les canons, alors que dans l'annexe 5A, un taux différent est appliqué. L'inspection constate que certaines données d'entrée du calcul ne sont pas explicitées dans l'EDD ou le POI et que les sources documentaires ne sont pas citées.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 4 :</p> <p>L'exploitant devra fournir une explication précise, incluant l'ensemble des sources documentaires et des données d'entrée du calcul du volume d'émulseur pour son scénario dimensionnant.</p> <p>Demande 5 :</p> <p>L'exploitant devra mettre un volume d'émulseur conforme à son calcul.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2023, article POI – Chapitre 6
Thème(s) : Risques accidentels, Débit d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le POI indique pour le « Cas de la perte de confinement sur le bac 1, 2 5 ou 6 » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un débit d'eau total nécessaire pour l'extinction de ce scénario de 406m³/h. - un débit d'eau pour le canon côté dépotage servant pour la protection du site (donc uniquement de l'eau, pas d'émulseur) de 2 000 l/mn.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des débits d'eau des déversoirs ponctuels, du 20/03/2024.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le mode opératoire du prestataire n'est pas indiqué, ce qui ne permet pas de s'assurer que les débits ont été mesurés en fonctionnement simultané des déversoirs comme indiqué dans la stratégie de défense incendie du site. - que le débit mesuré pour l'ensemble des équipements est de 360 m³/h, donc inférieur au débit d'eau nécessaire pour la maîtrise du scénario majorant du site. - que le débit du canon à eau côté dépotage est de 95 m³/h, donc inférieur au débit d'eau nécessaire pour la protection en eau du scénario majorant.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 6 :</p> <p>L'exploitant transmettra un plan d'action permettant la mise en conformité de ses débits d'eau.</p> <p>L'exploitant transmettra le mode opératoire du contrôle des débits (notamment indication du fonctionnement en simultané) et le fera intégrer au rapport des contrôles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2023, article POI – Chapitre 6
Thème(s) : Risques accidentels, Durée d'extinction
Prescription contrôlée : Le POI indique une durée d'extinction de 60 minutes.
Constats : L'exploitant indique qu'en cas de coupure électrique, il dispose d'un groupe électrogène (GE) qui assure le fonctionnement des appareils nécessaires à sa défense incendie. L'inspection constate que le volume de la cuve de GNR (gazole non routier) du GE n'est pas connu et que l'exploitant ne peut pas justifier le fonctionnement durant 60 minutes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande : L'exploitant devra justifier que le volume de GNR est suffisant pour que son GE fonctionne 1H.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-3
Thème(s) : Risques accidentels, EEI
Prescription contrôlée : Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre disposent d'un organe de sectionnement situé avant le point de rejet au milieu naturel.
Constats : Durant l'inspection, il est demandé à l'exploitant de simuler un déversement accidentel et d'alerter les pompiers de l'aéroport pour aller fermer la vanne de sectionnement. Les pompiers mettent 19 minutes à fermer la vanne. Selon le dernier test de l'exploitant, les eaux potentiellement polluées atteindraient le bassin en 24 min. L'inspection considère que, si les eaux potentiellement polluées mettent 24 minutes pour rejoindre le bassin de confinement de l'infrastructure aéroportuaire (extérieur à l'établissement SCAL), alors la vanne permettrait de contenir la pollution avant le rejet au milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite